

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 6 JUIN 1928

Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen du Projet de Loi modifiant la loi du 30 mai 1924, portant création du « *Registre du Commerce* ».

(Voir le n° 85 du Sénat.)

Présents : MM. BRAUN président-rapporteur ; ASOU, DE LEY, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DESWARTE, DISIÈRE, DU BOST, LEBON, LIGY et VAN FLETEREN.

MADAME, MESSIEURS,

C'est à pas lents que certaines institutions, d'origine étrangère, entrent dans nos lois; encore ne s'y acclimatent-elles que malaisément; elles se heurtent à des préventions, pour ne pas dire à des hostilités; il faut des sanctions pour avoir raison de cette méfiance instinctive, des sanctions sérieuses. Une fois de plus, l'épreuve vient d'en être faite à propos de la loi qui créa « le registre du commerce ».

Plusieurs pays l'avaient établi de longue date : l'Allemagne en 1869, la Hongrie en 1875, l'Espagne en 1885, le Portugal en 1888 et successivement la plupart des autres nations, la France en dernier lieu.

Dès 1904, la Commission des brevets, instituée en Belgique par le Ministre de l'Industrie et du Travail, en avait préconisé l'adoption, et la Section de Droit commercial à l'Union syndicale y avait conclu à la suite d'un travail remarquable de M. Gaston Bergé, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles.

Mais il fallut attendre jusqu'en 1923 pour qu'un projet de loi fut déposé, réalisant chez nous l'institution, et jusqu'en 1924 pour que ce projet fut voté. Encore la loi resta-t-elle lettre morte

plusieurs années durant, attendant sa publication au *Moniteur*.

Celle-ci n'eut lieu que le 11 mai 1927 !

Le rapport sur les travaux du Tribunal de commerce de l'arrondissement de Bruxelles, pendant l'exercice 1926-1927 qui vient de paraître, sous la signature de M. le Président Firmin Lambeau, constate que « ce nouveau service, installé à Bruxelles dès la mise en vigueur de la loi, fonctionne d'une façon régulière, mais nullement intensive, et qu'au 15 septembre 1927, le nombre des inscriptions n'était que de 966 »; et il ajoute : « Le défaut de sanction à l'appui d'une formalité qui constitue cependant une obligation au même titre que la tenue de livres de commerce, a rendu cette loi imparfaite. Le tribunal désire vivement qu'il soit porté remède à cette imperfection. »

A tort, les auteurs de la loi s'étaient bercés de l'espoir « que les commerçants dans l'intérêt desquels le registre était spécialement institué, ne manqueraient pas de faire preuve de bonne volonté pour en permettre la tenue régulière. Le commerçant ou la firme qui refuserait de se faire connaître loyalement par l'inscription au registre du commerce serait, disait-on, disqualifié au regard du commerce sérieux. Cette menace d'ébran-

lement du crédit constituerait à elle seule une sanction intrinsèque, plus efficace que des mesures de contrainte, qui d'ailleurs répugnent à nos traditions nationales. » Vain espoir !

Vainement aussi, la Commission sénatoriale, dans son rapport du 15 mai 1924, loin de partager cette illusion, avait-elle manifesté ses craintes et signalé la lacune dont la loi restait affectée.

Une fois de plus, au cours de la dernière discussion du Budget de la Justice, cette lacune fut-elle dénoncée, mais cette fois avec succès, puisque l'exposé des motifs du projet actuellement en discussion veut bien rattacher aux suggestions faites l'année dernière sur différents bancs du Sénat, les nouvelles mesures qui sont proposées en vue de remédier à l'inefficacité trop prolongée de la loi.

Le projet en propose trois principales, outre certaines précisions et correctifs de détail.

La première fait l'objet des articles 10 et 11 du projet. Ces articles déclarent non recevable toute action principale, reconventionnelle ou en intervention, intentée par un commerçant ou par une société de commerce ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence, qui n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce, lorsque l'instance trouve sa cause dans un acte de commerce.

La deuxième (art. 7) institue une sanction de nature fiscale, en portant au quintuple le droit de greffe établi par la loi de 1924 lorsque les déclarations sont requises après l'échéance du délai de deux mois à dater de l'ouverture de l'établissement, succursale ou agence.

Faisons observer en passant que la prescription de l'article 10 de la loi relative à l'indication de l'immatriculation dans toutes les pièces de nature commerciale, demeure dépourvue de sanction.

La troisième (art. 9), subordonne le visa des livres des commerçants à l'imma-

trication préalable au registre du commerce.

Nul doute que cette triple sanction ne rende à la loi l'effet désiré (1), et sachons gré au Ministre de la Justice d'avoir donné satisfaction si promptement aux vœux que ses prédécesseurs ont négligé trop longtemps d'accueillir.

N'y a-t-il pas lieu toutefois d'envisager certains amendements qui la complèteraient utilement ?

1^o Le projet ne contient aucune disposition prévoyant le recours des tiers, au cas d'inscription fautive ou simplement inexacte, en redressement ou en suppression de ces écritures incorrectes. Le rapport de la Commission de la Justice du Sénat du 15 mai 1924 relevait déjà l'utilité d'un tel recours. Souvent des déclarations consignées au registre du commerce seront de nature à nuire à des tiers : indication inexacte de la date initiale de l'exercice d'un commerce, de l'emploi d'une firme, de la personnalité d'un cédant, de la capacité civile d'un commerçant, de son état de minorité, etc. Le recours des tiers doit être ouvert contre ces inexactitudes.

2^o Les jugements ordonnant une rectification du nom patronymique, d'une raison sociale, de la dénomination de fantaisie d'une exploitation commerciale, etc., ne devraient-ils pas être mentionnés au registre au même titre que les autres jugements que l'article 4 prescrit d'y faire figurer ?

3^o A quel moment l'exception de non-recevabilité devra-t-elle être opposée ? Devra-t-elle l'être *in limine litis* ? Pourra-t-elle être soulevée d'office par le juge ? Il semble bien résulter du texte que la non-recevabilité, à quelque moment de

(1) Voir sur les raisons qui militent en faveur du registre du commerce, l'Exposé des motifs du projet de loi. Document n° 388 de la Chambre des Représentants, séance du 13 juillet 1923, p. 1. — Le rapport de M. Soudan au nom de la Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle du 31 janvier 1924 (n° 115). — Le rapport de la Commission sénatoriale de la Justice du 15 mai 1924, n° 148. — Le rapport de M. Bergé à la section de Droit commercial de l'Union syndicale.

la procédure qu'elle soit opposée, le soit valablement et qu'elle doive être soulevée d'office par le juge, mais mieux voudrait le dire en termes formels. En tous cas elle pourra être couverte par l'immatriculation opérée même en cours d'instance.

4° Il serait utile que l'ajournement fit mention de l'immatriculation.

Ces amendements sont formulés ci-après.

Le Président-Rapporteur,
ALEXANDRE BRAUN.

Amendements présentés par la Commission.

Premier amendement additionnel.

Il est ajouté à l'article 7 de la loi du 30 mai 1924, un troisième alinéa ainsi conçu :

« Il est procédé aux inscriptions prévues par la présente loi sous réserve des droits des tiers et du recours exercé par eux en redressement ou en suppression de toute mention qui serait jugée de nature à leur causer injustement préjudice. »

Deuxième amendement additionnel.

Il est ajouté à l'article 4 de la même loi un sixième alinéa ainsi conçu :

« 5° Les jugements ordonnant une modification dans la désignation de l'exploitant d'un commerce ou dans la raison sociale ou la dénonciation de fantaisie de société commerciale. »

Troisième amendement additionnel.

Il est intercalé dans la dernière phrase de l'article 10 du présent projet de loi, les mots suivants :

« (La non-recevabilité)... pourra être opposée à tout moment au cours de la procédure. Elle... (le reste comme au projet). »

Quatrième amendement additionnel.

Il est ajouté à l'article premier de la loi du 30 mai 1924, les mots suivants :

« L'ajournement fera mention de l'immatriculation. »

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Eerste bijkomend amendement.

Aan artikel 7 der wet van 30 Mei 1924 wordt een derde lid toegevoegd, luidende :

« Tot de inschrijvingen bij deze wet voorzien wordt overgegaan onder voorbehoud van de rechten van derden en van het verhaal door hen uitgeoefend tot terechtwijzing of weglating van elke vermelding die hun schade mocht berokkenen. »

Tweede bijkomend amendement.

Aan artikel 4 derzelfde wet wordt een zesde lid toegevoegd luidende :

« 5° Het vonnis waarbij wijziging wordt gelast in de benaming van den exploitant van een handelszaak of in den handelsnaam of de fantaisie-benaming van een handelsvennootschap. »

Derde bijkomend amendement.

In den laatsten volzin van artikel 10 van dit ontwerp de volgende woorden in te lasschen :

« (De niet-ontvankelijkheid)... kan in elken stand van de rechtspleging worden tegengesteld. Zij... (het overige zooals in het ontwerp). »

Vierde bijkomend amendement.

Aan het eerste artikel der wet van 30 Mei 1924, de volgende woorden toe te voegen :

« De verdaging vermeldt de inschrijving. »

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 6 JUNI 1928

Verslag uit naam der Commissie voor de Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 Mei 1924, houdende instelling van het Handelsregister.

(Zie n^o 85 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter-verslaggever; ASOU, DE LEY, DU BOST, DESWARTE, DISIÈRE, LEBON, LIGY, VAN FLETEREN en DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Zeer langzaam vinden sommige instellingen van vreemden oorsprong ingang in onze wetten, en dan nog passen zij er zich zeer slecht bij aan; zij stuiten op vooringenomenheid, om niet te zeggen vijandige gezindheid; er zijn strafmaatregelen en wel strenge strafmaatregelen noodig om dit instinctmatig wantrouwen te overwinnen. Eens te meer is zulks gebleken naar aanleiding van de wet houdende instelling van het handelsregister.

Verscheidene landen hadden hetzelfde reeds lang ingevoerd : Duitschland in 1869, Hongarije in 1875, Spanje in 1885, Portugal in 1888 en achtereenvolgens de meeste overige landen en laatst Frankrijk.

Vanaf 1904 had de Commissie voor de Brevetten, in België ingesteld door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, aangeraden het handelsregister in te voeren; en de Afdeeling voor Handelsrecht, van de « Union Syndicale », had zich daarbij aangesloten als besluit op een merkwaardige studie van den heer Gaston Bergé, advocaat bij het Hof van Beroep, te Brussel.

Er diende echter gewacht tot in 1923

om een wetsontwerp te zien indienen, waarbij bij ons het Handelsregister werd ingesteld, en tot in 1924 om dit ontwerp te zien stemmen. En dan nog bleef de wet doode letter gedurende verscheidene jaren, in afwachting dat zij in den *Moniteur* werd afgekondigd. Dit gebeurde slechts op 11 Mei 1927.

Het verslag over de werkzaamheden der Handelsrechtbank van het arrondissement Brussel, tijdens het dienstjaar 1926-1927, dat pas is verschenen onder de handteekening van den voorzitter Firmin Lambeau, stelt vast dat « deze nieuwe dienst, te Brussel ingericht vanaf het van kracht worden der wet, regelmatig doch niet intensief werkt, en dat op 15 September 1927 het aantal inschrijvingen slechts 966 bedroeg ». En het verslag voegt er bij « het gemis van strafbepalingen, gesteld op eene formaliteit die nochtans eene verplichting is evenals het bijhouden der handelsboeken, heeft voor gevolg gehad dat deze wet onvolmaakt is... De rechtbank wenscht levendig dat deze onvolmaaktheid worde verholpen ».

Ten onrechte hadden de indieners van de wet de hoop gekoesterd dat « de handelaars, in wier belang het register vooral werd ingesteld, niet zou-

den nalaten blijk te geven van goeden wil om toe te laten dat het register regelmatig zou worden bijgehouden... De handelaar of de firma, die zou weigeren zich eerlijk te doen kennen door de inschrijving in het Handelsregister, zou, naar men zegde, in opspraak komen bij den ernstigen handel. Dit gevaar voor ondermijning van het crediet zou op zich zelf reeds eene intrinsieke strafbepaling zijn, die meer doeltreffend is dan dwangmaatregelen, die trouwens indruischen tegen onze nationale tradities... » IJdele hoop !

Te vergeefs ook had de Senaatscommissie, in haar verslag van 15 Mei 1924, verre van deze illusie te deelen, hare vrees doen kennen en gewezen op deze leemte, waarmede de wet behept was.

In den loop van de tweede bespreking van de begroting van justitie werd deze leemte eens te meer aangeklaagd, dit maal echter met bijval vermits de nieuwe maatregelen voorgesteld om de al te lange ondoelmatigheid van de wet te verhelpen in de toelichting van het besproken ontwerp werden overeengebracht met de beschouwingen welke verschillende leden van den Senaat verleden jaar maakten.

Benevens sommige verduidelijkingen en verbeteringen, bevat het ontwerp drie voorname maatregelen.

De eerste is het voorwerp van de artikelen 10 en 11.

Artikel 10 verklaart niet ontvankelijk: om het even welke hoofdeisch, eisch in reconventie of in tusschenkomst, ingesteld door een koopman of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of een bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het Handelsregister niet verzocht heeft, wanneer de vordering haar grond vindt in een handelsverrichting.

De tweede (art. 7) voorziet een straf van fiscaal aard, met het griffierecht in de wet van 1924 bepaald, op te voeren tot het vijfvoud wanneer de inschrij-

vingen verzocht worden na het verstrijken van den termijn van twee maand vanaf de opening van de zaak, de filiaal of het bijkantoor.

Wij doen terloops opmerken dat het beding van artikel 10 der wet betreffende de opgave van de inschrijving in al de stukken van handelsaard, geen strafbepaling inhoudt.

De derde (art. 9) maakt het visa der koopmansboeken afhankelijk van de voorafgaande inschrijving in het Handelsregister.

Ongetwijfeld zal deze drievoudige maatregel aan de wet de gewenschte doelmatigheid verleen (1), en wij moeten den Minister dank weten zoo spoedig voldoening te hebben gegeven aan de wenschen waarop zijn voorgangers zoo lang verwaarloosd hebben in te gaan.

Dienen er echter geen amendementen te worden voorzien die de wet op nuttige wijze zouden aanvullen ?

1^o Het wetsontwerp bevat geen enkele bepaling waarbij verhaal vanwege derden wordt voorzien, in geval van valsche of gewoon onnauwkeurige inschrijving, met het oog op terechtwijzing of weglating van onjuiste gegevens. Het verslag, uit naam van de Senaatscommissie voor Justitie, gedagteekend van 15 Mei 1924, deed het nuttige van dergelijk verhaal reeds uitschijnen. Vaak zullen aangiften, in het Handelsregister opgenomen, derden kunnen benadeelen : onjuiste vermelding van den datum waarop eene handelszaak is begonnen, van het gebruik eener firma, van den persoon die een zaak overlaat, van de burgerlijke bekwaamheid van een koopman, van zijn staat van minderjarigheid, enz. Tegen dergelijke onnauwkeurig-

(1) Voor de redenen die pleiten ten voordeele van het handelsregister, zie : De toelichting van het ontwerp, stuk n^o 388 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 13 Juli 1923, bladz. 1. — Het verslag van den heer Soudan, uit naam van de Bestendige Commissie voor Justitie en burgerlijke en crimineele wetgeving van 31 Januari 1924 (n^o 145). — Het verslag van de Senaatscommissie voor Justitie van 15 Mei 1924, n^o 148. — Het verslag van den heer Berly in de afdeling voor handelsrecht van de Syndicale Unie.

heden moet aan derden verhaal worden opengesteld.

2^o Zouden de vonnissen waarbij worden terechtgewezen een familienaam, een handelsnaam, de fantasie-benaming van een handelsvennootschap, enz., niet moeten worden vermeld in het Handelsregister even goed als de overige vonnissen die krachtens artikel 4 daarin moeten voorkomen ?

3^o Op welk oogenblik zal de exceptie van niet-ontvankelijkheid moeten worden tegengesteld ? Zal het moeten gebeuren *in limine litis* ? Zal zij van rechtswege door den rechter kunnen worden aangevoerd ? Uit den tekst schijnt te blijken dat de niet-ontvankelijkheid, in welken stand van de rechtspleging zij

ook worde tegengesteld, het op geldige wijze zij en dat zij van ambtswege door den rechter worde opgeworpen. Het ware beter het uitdrukkelijk te zeggen. In elk geval zal zij kunnen worden gedekt door de inschrijving hangende het geding.

4^o Het ware nuttig dat in de verdaag de inschrijving zou worden vermeld.

Deze amendementen komen achteraan.

De Voorzitter-Verslaggever,
ALEXANDER BRAUN.

Amendements présentés par la Commission.

Premier amendement additionnel.

Il est ajouté à l'article 7 de la loi du 30 mai 1924, un troisième alinéa ainsi conçu :

« Il est procédé aux inscriptions prévues par la présente loi sous réserve des droits des tiers et du recours exercé par eux en redressement ou en suppression de toute mention qui serait jugée de nature à leur causer injustement préjudice. »

Deuxième amendement additionnel.

Il est ajouté à l'article 4 de la même loi un sixième alinéa ainsi conçu :

« 5^o Les jugements ordonnant une modification dans la désignation de l'exploitant d'un commerce ou dans la raison sociale ou la dénonciation de fantasie de société commerciale. »

Troisième amendement additionnel.

Il est intercalé dans la dernière phrase

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Eerste bijkomend amendement.

Aan artikel 7 der wet van 30 Mei 1924 wordt een derde lid toegevoegd, luidende :

« Tot de inschrijvingen bij deze wet voorzien wordt overgegaan onder voorbehoud van de rechten van derden en van het verhaal door hen uitgeoefend tot terechtwijzing of weglating van elke vermelding die hun schade mocht berokkenen. »

Tweede bijkomend amendement.

Aan artikel 4 derzelfde wet wordt een zesde lid toegevoegd luidende :

« 5^o Het vonnis waarbij wijziging wordt gelast in de benaming van den exploitant van een handelszaak of in den handelsnaam of de fantasie-benaming van een handelsvennootschap. »

Derde bijkomend amendement.

In den laatsten volzin van artikel 10

de l'article 10 du présent projet de loi, les mots suivants :

« (La non-recevabilité)... pourra être opposée à tout moment au cours de la procédure. Elle... (le reste comme au projet). »

Quatrième amendement additionnel.

Il est ajouté à l'article premier de la loi du 30 mai 1924, les mots suivants :

« L'ajournement fera mention de l'immatriculation. »

van dit ontwerp de volgende woorden in te lassen :

« (De niet-ontvankelijkheid)... kan in elken stand van de rechtspleging worden tegengesteld. Zij... (het overige zooals in het ontwerp). »

Vierde bijkomend amendement.

Aan het eerste artikel der wet van 30 Mei 1924, de volgende woorden toe te voegen :

« De verdaging vermeldt de inschrijving. »